

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 55

Mercredi 18 novembre 1974

Prix : 1 F

ÉDITORIAL

La création de comités de chômeurs c'est l'affaire de tous les travailleurs

LE chômage s'accroît chaque jour un peu plus aux Antilles. Des travailleurs sont jetés à la rue par centaines, d'autres ne travaillent le plus souvent que deux ou trois jours par semaine.

Cette situation devient chaque jour un peu plus grave et plonge les travailleurs dans la misère.

C'est contre cette situation que le Parti Communiste Martiniquais vient de réagir en appelant ses membres à créer des comités de chômeurs.

Deux meetings contre le chômage se sont déjà tenus à Fort-de-France, des milliers de tracts ont été diffusés et de nombreuses affiches collées pour dénoncer le chômage.

Que le PCM s'engage dans la bataille contre le chômage est une excellente chose qui ne peut qu'aller dans le sens des intérêts des travailleurs.

Et on ne peut que souhaiter que ces comités voient effectivement le jour et se développent rapidement.

Car il est nécessaire que les travailleurs s'organisent contre cette plaie du système capitaliste qu'est le chômage.

Le Parti Communiste a pris l'initiative d'appeler à la constitution de comités. C'est une bonne chose qu'il l'ait fait. Mais ces comités ne doivent pas concerner uniquement ceux qui se réclament d'un parti, mais doivent devenir l'affaire de tous les travailleurs sans distinction de parti ou d'opinion politique, organisés ou non.

C'est bien pourquoi toutes les organisations qui se situent sur le terrain des travailleurs doivent donner la plus grande extension à ces comités de chômeurs.

Ceux-ci doivent devenir des organisations largement ouvertes à tous les travailleurs et permettre que tous les problèmes concernant la lutte contre le chômage y soient débattus dans la plus grande démocratie. Il est nécessaire que toutes les idées, que toutes les propositions y soient librement discutées. Car ce n'est que de cette façon que les travailleurs pourront y établir le programme sur lequel ils veulent se battre.

Programme qui sera indispensable si l'on veut que ces comités de chômeurs fournissent des perspectives à tous les travailleurs aussi bien à ceux qui sont sans emploi qu'à ceux qui sont en activité. Car le moins que l'on puisse dire c'est que le programme ou les objectifs qui sont mis en avant par le PCM restent très incomplets et nécessitent d'être discutés et complétés.

Cela justement sera possible dans la mesure où les comités de chômeurs fonctionneront de la manière la plus démocratique. Qu'ils soient réellement un lieu où tout travailleur aura le désir de s'adresser pour présenter ses problèmes et y trouver des réponses, un lieu où les revendications des chômeurs seront discutées et où les objectifs de la lutte seront établis et suivis de l'organisation de cette lutte.

Pour en faire ce lieu de rassemblement, de préparation à la lutte, il est nécessaire que les travailleurs en nombre toujours plus grand participent à ces comités.

La lutte contre le chômage est un aspect très important de la lutte de l'ensemble des travailleurs et les chômeurs en s'organisant feront avancer non seulement leurs propres revendications mais aussi celles de l'ensemble des travailleurs, car en fait il y a une profonde solidarité entre les deux.

Et ce sera l'un des problèmes qu'il s'agira de discuter au sein de ces comités : des revendications qui intéressent non seulement les chômeurs mais toute la classe ouvrière. Car c'est par la lutte de toute la classe ouvrière qu'il sera possible de faire reculer le chômage.

Et dans cette voie-là, tous les espoirs sont permis quand on voit la combativité dont les ouvriers du bâtiment font preuve pour empêcher les licenciements sur les chantiers en fin de travaux.

Ce n'est que dans la mesure où ces comités de chômeurs deviendront de réels organismes démocratiques, qu'ils serviront réellement à la mobilisation des chômeurs contre le patronat de l'Etat colonialiste responsable du chômage.

Angola : Indépendante et divisée par l'impérialisme



LE 11 novembre dernier l'une des dernières colonies portugaises, après le Mozambique et la Guinée-Bissau, accédait à l'indépendance.

Cette indépendance met fin à cinq siècles de présence et d'oppression directe du colonialisme portugais.

Cette indépendance consacre la défaite des armées coloniales portugaises devant la détermination des peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola.

A ce titre c'est une victoire, une

victoire qui concerne tous ceux qui luttent contre l'impérialisme et la domination coloniale.

Mais cette victoire ne termine pas la guerre. Celle-ci oppose maintenant les trois principaux mouvements nationalistes angolais.

Le colonialisme portugais a été en effet chassé mais l'impérialisme et à sa tête l'impérialisme américain n'a pas désarmé pour autant. L'Angola et en particulier sa province du Cabinda est un pays possédant d'immenses richesses naturelles. C'est un pays que pillaient allégrement les prin-

cipaux trusts français, sud-africains, belges.

C'est pourquoi l'impérialisme voudrait installer dans une Angola indépendante un gouvernement qui soit entièrement à sa solde. Alors, il a choisi de soutenir le FLNA et l'UNITA contre le troisième mouvement nationaliste angolais le MPLA. Non pas que ce dernier se réclame d'autre chose que du nationalisme bourgeois conséquent : il ne fait même pas contrairement à bien des mouve-

Suite page 4

Guadeloupe : Succès de la grève du 6 novembre

DEPUIS la rentrée scolaire les enseignants ont été conviés à trois grèves.

La première le 7 octobre à l'appel du SNES avait rassemblé près de 300 enseignants dans les rues de Pointe-à-Pître. La seconde organisée par le SNC avait bloqué le fonctionnement de l'ensemble des CEG et des CES pendant 24 heures le 14 octobre.

Puis ce fut l'audience au rectorat accordée à tous les syndicats le 17 octobre.

Les problèmes étaient communs à tous : heures supplémentaires, effectifs surchargés, auxiliaire, insuffisance de postes, et une action unitaire était possible. C'est à cette action que tous les syndicats (SNESS, SNC, SGEN, SNETP CGT et SNEETAA) appelaient les

enseignants du 2^e degré le jeudi 6 novembre. Auparavant un travail de sensibilisation des parents avait été fait. 20.000 tracts leur furent adressés dans tous les établissements, des réunions avec parents et professeurs furent également tenues dans quelques établissements. Tout ceci contribua à faire du 6 un véritable succès. C'est près de 600, parents, professeurs et élèves qui se retrouvèrent d'abord à la salle Rémy-Nainsouta puis dans la manifestation de rue organisée à l'issue de la réunion.

« Des crédits de postes », « Parents, enseignants même combat », « A bas l'enseignement colonial », « Titularisation des maîtres auxiliaires », tels étaient les slogans

Suite page 3

Voir nos articles

Congrès
de la CGTG

(page 2)

Guyane

(page 3)

Portugal

(page 4)

Congrès de la CGTG

VERS UN RENOUVEAU SYNDICAL ?

LA CGTG (confédération générale du travail de la Guadeloupe) prépare son congrès qui aura lieu les 29 et 30 novembre. Aux dires des travailleurs, ce congrès sera placé sous le signe du « redressement » de la CGTG, avec un meilleur fonctionnement de ses sections, la création de véritables fédérations et d'unions locales. Car la CGTG, malgré son sigle, n'a jamais fonctionné comme une véritable confédération.

Ce congrès permettra aussi probablement à certains dirigeants de régler entre eux leurs comptes. Certains dirigeants déconsidérés d'ailleurs aux yeux des travailleurs pourraient se voir vertement rappler à l'ordre sinon écartés des postes de direction.

Depuis déjà quelques années la CGTG avait glissé petit à petit dans l'inaction et le laisser-aller que beaucoup de travailleurs avaient ressenti.

La scission au PCG (parti communiste guadeloupéen) en 1967 avait eu sa contrepartie syndicale, et de nombreuses sections, notamment dans le commerce, le bâtiment ; les docks s'étaient écartés de la CGTG achevant de l'affaiblir.

Les dirigeants de la CGTG aux ordres du PCG n'avaient jamais rien fait pour redresser la situation.

Cependant, depuis 1970 les luttes ouvrières ont repris en vigueur. La CGT dut alors se poser la question de la direction de ces mouvements : ce furent les luttes des ouvriers du bâtiment, la grande grève de la Sécurité sociale, les nombreuses grèves d'ouvriers industriels (Grosse-Montagne, Darboussier), d'ouvriers agricoles, les grèves des dockers, etc.

Dans le même temps, des travailleurs de plus en plus nombreux participaient à l'activité syndicale.

Ils ont pris l'initiative de créer eux-mêmes des sections dans bien des entreprises.

Face à cette situation nouvelle, de nombreux militants et dirigeants ont entrepris de reconstruire une vie plus réelle au syndicat. C'est ainsi qu'il est question de former des unions locales regroupant les travailleurs d'une même catégorie, du fonctionnement régulier de la trésorerie, etc.

Tout cela ne peut être que positif pour la classe ouvrière. Car dans une période de crise, de développement du chô-

mage, d'augmentation constante des prix, les travailleurs ont besoin d'une organisation syndicale puissante et bien structurée pour lutter contre les patrons.

Nous savons que les dirigeants de la CGTG qui proposent de telles mesures ont des

motivations différentes. Nous savons aussi que derrière la direction de la CGTG, on retrouve la direction du PCG, et que probablement cette réorganisation n'est pas étrangère à la tactique de ce parti.

Mais, la CGTG, ce n'est pas seulement les hommes qui la

dirigent, loin de là. Ce sont les milliers de syndiqués qui sont regroupés dans les entreprises, sur les plantations, sur les chantiers. Ceux-ci ont tout à gagner d'une meilleure organisation syndicale.

Pour les travailleurs, il s'agira alors de vérifier quels sont ceux qui, derrière ces propositions, veulent réellement défendre leurs intérêts. Ils pourront le faire, en participant massivement à toutes les activités du syndicat et en luttant pour une véritable démocratie au sein du syndicat. En effet, les dirigeants qui voudraient se cacher derrière de belles déclarations de congrès ou s'en servir dans des intérêts de boutique, pourront être démasqués par ce contrôle régulier des travailleurs.

Par leurs luttes, les travailleurs ont pu finalement, au-delà des raisons propres aux dirigeants syndicaux, imposer une certaine ligne de conduite qui se veut plus « dynamique » et plus « combative », il leur faudra désormais imposer un programme et des revendications justes. Une meilleure organisation syndicale contrôlée démocratiquement les fera avancer dans cette voie.



ECHOS — ECHOS — ECHOS — ECHOS

Halte aux attaques contre les droits syndicaux

Le patron s'attaque à des ouvriers combatifs



A l'usine à sucre de Grosse-Montagne (Sainte-Rose, Guadeloupe), les travailleurs ont réussi à imposer pour toute la durée de l'inter-récolte, un système de roulement du travail. Ainsi, depuis septembre, les ouvriers travaillent en alternance une quinzaine sur deux.

Récemment, un certain nombre de travailleurs ont été victimes d'une mesure de suspension de quinze jours supplémentaires, ce qui aboutit à les faire rester un mois sans travail. Il s'agit comme par hasard de travailleurs actifs sûr le plan syndical. Et ceux-ci estiment que c'est pour ce motif

seulement qu'ils ont été pénalisés. Nous avons toutes les raisons de le croire et c'est pourquoi les membres du syndicat et l'ensemble des ouvriers de l'usine doivent rester vigilants et veiller à ce que leurs camarades soient effectivement repris au terme de la période d'arrêt fixée par le patron.

Grève des loyers à la SIMAG

Les locataires de la cité Dillon viennent de se mettre en grève contre la SIMAG, société soi-disant créée pour mettre à la disposition de la population des logements bon marché. Les locataires protestent contre des augmentations de 25 à 35% sur les loyers. Parallèlement, le forfait bimestriel de l'eau passe de 75 à 90 F, soit 20% de hausse. Avec cela, le directeur de la SIMAG, Robinel, qui touche plus d'un mil-

lion d'AF par mois, peut toujours parler de logements sociaux !

Quoi qu'il en soit, les locataires ne sont pas décidés à se laisser faire. La grève du paiement des loyers et de l'eau a été décidée.

Les locataires de la cité Dillon ont déjà à plusieurs reprises fait reculer les directeurs successifs de la SIMAG. Nul doute qu'ils réussiront.

Tentative pour isoler une déléguée

Le jeudi 16 octobre, une déléguée du personnel FO du service des contentieux de la Sécurité sociale en Martinique, est convoquée par son chef. Il lui apprend qu'elle est mutée dans un autre service et dégradée pour des raisons d'« opportunité » et « d'ambiance ».

Ce chef est déjà connu dans le service pour avoir manigancé des

oppositions entre agents pour mieux asseoir une autorité d'adjudant de carrière. Cette fois il tente de limiter le rôle d'une déléguée en la séparant des travailleurs.

C'est une véritable atteinte aux libertés syndicales contre laquelle les travailleurs sauront réagir.

Martinique : à la SOMET la lutte a payé

Après ceux de la Colas, ceux de la SEGTA ou de Jardin-Billiard, les travailleurs de la SOMET viennent de remporter un éclatant succès.

Devant la détermination des grévistes, le patron de cette entreprise a dû non seulement revenir sur sa décision de licencier 50

travailleurs mais encore a dû payer 50% les jours de grève !

Les travailleurs ont gagné cette lutte.

Il en ont profité pour se débarrasser d'un valet du patron qui avait foncé avec sa voiture sur un piquet de grève. Ce sinistre personnage a été licencié.

Seule, en tout cas, la lutte paie.

Guyane :

LE PLAN STIRN, UN PLAN COLONIAL



Cayenne, lors du passage de Stirn, fin 1974.

SELON le plan prévu par Stirn et le gouvernement français, un premier contingent de volontaires français devra arriver en Guyane au mois de décembre prochain. C'est donc que le gouvernement colonialiste français est bien décidé à appliquer son plan de mise en exploitation des riches forêts de la Guyane. Ou plutôt son plan de pillage des richesses de la Guyane au profit des grosses sociétés de fabrication de papier. Et pour ce faire, par toutes sortes de promesses et de subterfuges, il lui

faut envoyer sur place une partie de la main-d'œuvre nécessaire. Elle est trouvée. Il y a déjà plus d'un million de chômeurs en France. En quelques jours, Stirn enregistra au ministère des DOM où un bureau d'accueil fut créé, plus de 8.000 volontaires à qui on a promis des primes, des concessions, bref l'enrichissement facile.

Mais ces « pionniers » risquent d'être déçus car en réalité, il n'est pas sûr du tout qu'ils auront ce qu'on leur a promis, ni que le dispositif d'accueil mis en place

suffira pour le nombre des nouveaux arrivants.

En fait par ce plan, l'équipe Giscard-Chirac-Stirn essaie en même temps de transformer la Guyane en colonie de peuplement en envoyant sur place des milliers de Français pour tenter de noyer la lutte des Guyanais pour la libération de leur pays du joug colonial.

Mais il n'est pas sûr que les colonialistes français arrivent à leur fin si le peuple guyanais parvient à se faire des alliés parmi les nouveaux arrivants.

Messmer :

Un drôle d'anticolonialiste

MESSMER a surpris beaucoup de monde, début novembre, en se déclarant pour l'indépendance de Djibouti, dernière colonie française en Afrique (à l'exception de la Réunion et de... Mayotte). Comme ça, sans rire, cet ancien légionnaire qui fut ministre des colonies (oh ! pardon, des DOM-TOM) en 1971, et dont la visite en Martinique entraîna l'assassinat du jeune Gérard Nouvet, a déclaré tout de go qu'il fallait laisser aux habitants de Djibouti le soin de se gouverner eux-mêmes.

C'est une heureuse découverte. Que n'a-t-elle été faite il y a 8 ans, par Messmer et les gens qui

le soutiennent ! Cela aurait peut-être évité que des dizaines de personnes soient assassinées et Djibouti entourée de fils de fer barbelés, après la venue de De Gaulle... Mais il est vrai qu'à l'époque le territoire conservait une importance stratégique, que l'impérialisme français trop faible pour jouer un rôle dans la région, ne lui accorde plus désormais. Djibouti n'est plus intéressant pour la France. Par contre la présence de troupes coloniales françaises sur le sol africain gêne la diplomatie française dans ses rapports avec les pays d'Afrique.

En outre l'entretien des troupes coûte d'autant plus cher, qu'il en

faut beaucoup contre une population qui en a assez de l'oppression coloniale, et qui l'avait montré en se battant. Alors, on envisage l'indépendance. Mais il faut y mettre les formes : Stirn s'est empressé de préciser que « la France n'est pas présente dans les DOM par intérêt » et qu'elle ne faisait que se conformer à la volonté des populations.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que la France veuille appliquer à Djibouti la solution adoptée pour les Comores : octroi de l'indépendance en laissant en place un régime aux ordres. Mais ses calculs ont de fortes chances d'être déjoués dès que les troupes françaises auront quitté le pays.

Le SNI et la grève du 6

La grève du 6 novembre ne fut malheureusement pas une grève générale de tous les enseignants de la Guadeloupe à cause de l'attitude des dirigeants du S.N.I. En effet, ce fut le seul syndicat à ne pas participer à ce mouvement. Les instituteurs ne seraient-ils point concernés par les effectifs surchargés, par les locaux vétustes ; par la titularisation des stagiaires ? Les P.E.G.C. ne seraient-ils pas concernés par le problème des heures supplémentaires ? Autant de questions auxquelles devront répondre les dirigeants actuels du S.N.I.

Car bien que ce syndicat n'ait pas appelé à la grève, de nombreux P.E.G.C. adhérents au SNI ont tout de même fait la grève, ne comprenant absolument pas l'attitude de leurs dirigeants. Ces derniers comprendront-ils enfin que leur position est indéfendable et que tôt ou tard ils devront engager l'action ou se démettre ?



Suite de la page 1

scandés par les manifestants. Une délégation fut reçue par le vice-recteur qui annonça la création de 45 postes provisoires et la nomination de maîtres auxiliaires nouveaux sur ces postes. Mais les syndicats estiment qu'il en faudrait encore 50 pour que les normes officielles soient respectées.

De plus, les problèmes fondamentaux demeurent. Que l'administration ne s'estime pas quitte à si bon compte ! Les enseignants et les parents d'élèves sauront leur rappeler leurs revendications dans les semaines à venir. Notamment, lors de la venue de Haby et de Chirac...

MARTINIQUE : LES MAQUIGNONS DU FOOTBALL A L'ŒUVRE

Dans la rubrique sportive, un fait divers a levé au début du mois le voile sur un aspect peu connu des amateurs du ballon rond.

Et cela montre que dans cette société le sport n'est pas un loisir qui permet l'épanouissement physique de l'individu, mais bien une affaire de gros sous. Les manœuvres de deux intermédiaires crapuleux ont

rappelé au grand public les dessous de ce sport. En effet dans leurs tractations financières, ces individus « au service du sport » ont exigé des sommes importantes d'une équipe française pour l'achat d'un joueur évoluant dans une équipe de la Martinique.

Mais le plus fort c'est que toutes ces transactions com-

merciales ont été faites sans le consentement de l'intéressé.

Le sport aujourd'hui est un commerce, car les grosses sociétés par leur soutien publicitaire, leur argent et leur influence, tiennent en main toute une partie de l'activité sportive. Dans cette société capitaliste, tout est une affaire de gros sous et d'intérêts.

Martinique

LA VALSE DES MATRAQUEURS



DANS la traditionnelle valse des préfets, Orsetti a donc laissé la place de représentant en chef du colonialisme français à la Martinique à Noirot-Cosson.

Ces passations de pouvoir d'un préfet à un autre sont une occasion pour la presse bourgeoise de vanter les mérites de l'action de ces représentants du colonialisme. En fait de mérite d'Orsetti, parlons-en.

Pour les travailleurs martiniquais, Orsetti n'est pas seulement le préfet qui aura réussi à marier sa fille au fils d'un gros propriétaire foncier fabricant de rhum. C'est aussi sous son autorité que les gardes-mobiles ont tué et blessé les ouvriers agricoles à Chalvet, lors de la grève générale de février 1974. Et cela, les travailleurs ne sont pas près de l'oublier. Ils l'ont montré en étant des milliers à crier dans les rues de Fort-de-France : « Orsetti, assassin ».

Les travailleurs se souviennent du matraquage féroce de centaines d'entre eux alors qu'ils réclamaient du pain et du travail. Ils se souviennent de la vague de procès colo-

nialistes, procès intentés notamment à ceux-là mêmes qui avaient réchappé des balles de Chalvet.

Comme on le voit bien, Orsetti s'est particulièrement distingué dans la répression contre la classe ouvrière et le peuple martiniquais. Aux manifestations de la combativité ouvrière due à la dégradation considérable du pouvoir d'achat et à l'aggravation du chômage, Orsetti a répondu par la matraque et le fusil. C'est ainsi qu'il a pu assurer l'ordre colonial.

Maintenant qu'il est parti, les travailleurs ne vont certes pas le regretter et déjà son successeur ne mérite que leur méfiance. Ancien d'Algérie, ce monsieur a pu exercer ses talents lorsque celle-ci subissait le joug du colonialisme français. Ensuite, préfet à Lyon et exerçant en tant que responsable de la police, il est maintenant parachuté ici. L'avenir nous dira si ce nouveau préfet fera oublier son prédécesseur par ses prouesses dans la répression. En tout cas, de lui comme d'Orsetti, les travailleurs n'ont rien d'autre à attendre que la matraque et le fusil.

Angola

Suite de la page 1

ments nationalistes usage d'un phaséologie socialisante : mais ses attaches populaires, son langage plus radical, ses contacts avec l'URSS suffisent pour le rendre suspect au yeux de l'impérialisme.

Face à cette nouvelle guerre qui commence, les travailleurs, les opprimés ne peuvent, ni ne doivent rester neutres. Le FNLA, l'UNITA sont ouvertement favorables à l'impérialisme, leurs troupes sont aidées, encadrées par les mercenaires blancs, ceux qui ont combattu au Congo, au Katanga, ceux qui viennent d'Afrique du Sud.

Aux côtés du FNLA, de l'UNITA c'est l'impérialisme français, américains, ce sont aussi les pays les plus réactionnaires d'Afrique, c'est aussi l'Afrique du Sud, régime raciste qui craint de voir à ses portes s'établir un régime hostile.

Aussi ne pouvons-nous être, nous, opprimés des Antilles, que du côté du MPLA contre l'impérialisme.

LA CHINE DU COTE DE L'IMPERIALISME

Le gouvernement chinois que d'aucuns (dont les nationalistes antillais) n'hésitent pas à gratifier de l'étiquette communiste ne perd pas une occasion pour montrer que ses préoccupations sont loin d'être celles des travailleurs et des opprimés en général.

Après avoir reçu une délégation du gouvernement du sinistre Pinochet et conclu un accord économique aux termes duquel il s'engage à fournir au Chili armes et munitions, ne voilà-t-il pas qu'il se retrouve une fois de plus aux côtés des Etats-Unis en soutenant ensemble avec ces derniers le FNLA et l'UNITA contre le MPLA. Et ses conseillers techniques couloient et collaborent avec les mercenaires du Zaïre et d'Afrique du Sud...



Mercenaires en compagnie de Roberto Holden.

Espagne

LA BOURGEOISIE INQUIÈTE

A l'heure où nous écrivons, Franco n'est plus qu'un cadavre en sursis. Juan Carlos, son successeur désigné, a été nommé chef d'Etat intérimaire.

Le régime vient de faire quelques concessions au nationalisme (à ses représentants les plus modérés) : il a nommé une commission pour le statut économique de deux provinces basques, et les langues vernaculaires (catalan, basque, galicien) ont été officiellement reconnues.

Mais ces concessions sont largement contre-balancées par l'aggravation de la répression : les arrestations de militants d'extrême-gauche, de gauche et même d'opposants libéraux se sont multipliées. Des journaux et des revues sont suspendus. Enfin le décret-loi anti-terroriste du 27 août dernier est appliqué avec une rigueur encore plus draconienne que du vivant de Franco.

Tout se passe comme si la bourgeoisie espagnole cherchait encore à gagner du temps en prolongeant en quelque sorte la dictature.

Et les querelles entre les différentes coteries mises au devant de la scène politique masquent en fait l'inquiétude générale de la bourgeoisie sur son propre avenir.

La mort de Franco laisse un vide politique. C'est la porte ouverte à toutes les éventualités. Et c'est l'incertitude sur les formes que prendra sa domination qui jette dans la terreur la bourgeoisie.

Ayant remis son sort pendant 40 ans entre les mains d'un seul homme, elle redoute les remous que pourraient engendrer ce passage de la dictature à une autre forme de sa domination.

Le dictateur constituait son

seul rempart. Mais après sa mort, la bourgeoisie ne dispose plus d'aucunes institutions sur lesquelles elle pourrait s'appuyer.

Toute une fraction ne rejette pas l'éventualité d'une démocratie. Mais cette éventualité comporte plus de risques pour elle. Car trop faible économiquement, elle pourrait difficilement y faire face. D'autant plus qu'elle serait contrainte à y admettre la participation des communistes. L'inquiétude, la bourgeoisie espagnole ne l'a pas seule en partage. Les

bourgeoisies européennes qui se sont toujours accommodées de la dictature dans la mesure où elle garantissait les capitaux investis dans le pays regardent l'Espagne avec inquiétude, peu soucieuses de voir s'y développer un autre foyer d'agitation.

Quelle que soit la solution mise en place par la bourgeoisie, les travailleurs n'ont rien à en attendre. Car le seul espoir d'un après-franquisme réel pour les classes laborieuses espagnoles, c'est celui qu'elles auront elles-mêmes préparées.

SAHARA ESPAGNOL

Les Saharais ont-ils leur mot à dire ?

A INSI la marche organisée par le roi du Maroc Hassan II, sur le Sahara dit espagnol a tourné court.

En effet Hassan II devant la détermination de Juan Carlos, chef de l'Etat espagnol par intérim, et des troupes espagnoles, à ouvrir le feu sur les marcheurs, a dû reculer.

Le 14 novembre il donna l'ordre aux participants de rebrousse chemin, et composa avec le gouvernement espagnol. Des négociations sur les modalités de passage du Sahara occidental sous la domination marocaine ont donc été engagées.

Cette reculade constitue, pour ce petit dictateur qu'est Hassan II, un échec relatif.

Pourtant l'opération avait débuté par un succès pour Hassan. Car ces discours chauvins et nationalistes avaient eu l'assentiment de toute l'oppo-

sition. Ce qui lui permit de se présenter comme le défenseur des intérêts de l'ensemble du peuple marocain.

Les deux gouvernements, espagnol et marocain, prétendent intervenir dans cette affaire pour défendre les Saharais. Il n'y a rien de plus faux.

Aucun pays ne peut se poser comme défenseur du Sahara surtout pas l'Espagne qui colonise ce pays depuis plus d'un siècle. Ce que l'armée espagnole défendait face aux marcheurs, c'est une meilleure participation des capitaux espagnols dans l'exploitation des mines de phosphate quand ce pays passera sous domination marocaine.

Le Maroc ne peut, lui non plus, se présenter comme libérateur du peuple saharoui. Si les Saharais veulent vraiment s'unir au Maroc pourquoi Hassan a-t-il peur de le leur demander en les consultant ?

L'unification de la classe ouvrière portugaise est indispensable

LE 13 novembre, les ouvriers portugais, plus précisément 30.000 ouvriers du bâtiment, viennent de remporter une victoire sur le gouvernement, qu'ils ont obligé à céder sur leurs revendications. A l'heure où nous écrivons une manifestation organisée par l'extrême-gauche et soutenue par le PC vient de regrouper 100.000 ouvriers et paysans dans les rues de Lisbonne.

La réalité est que le gouvernement bourgeois de l'amiral Azevedo n'est pas en mesure d'imposer son autorité, tergiversant entre les influences du Mouvement des forces armées (MFA), du Parti Socialiste, du Parti Communiste, des centristes et celles des gauchistes. Surtout, il ne peut utiliser son instrument de répression, l'armée. Cette armée est en effet divisée. Certains corps ont même refusé d'imposer aux ouvriers les ordres du gouvernement.

A l'heure actuelle il existe donc au Portugal une fraction de la classe ouvrière assez forte pour arracher par ses luttes des améliorations à ses conditions de vie.

Cela est positif pour la classe ouvrière. Mais il est possible d'aller plus loin. Il est possible de faire en sorte que la bourgeoisie ne puisse plus revenir sur ses concessions. Cela demande non plus simplement la lutte de quelques milliers ou même de dizaines de milliers de travailleurs, mais celle de la grande majorité des travailleurs. Si l'ensemble des travail-

leurs met en effet toute son énergie dans la lutte il sera possible à la classe ouvrière portugaise de s'assurer des positions que la bourgeoisie ne pourra lui reprendre. Il lui sera même possible de se débarrasser des bourgeois parasites et ainsi de proposer des perspectives à toutes les couches opprimées du pays en luttant pour le pouvoir.

Bien sûr la classe ouvrière portugaise a encore des illusions sur les grands partis qui dirigent et s'opposent entre eux. Une grande partie fait encore confiance au PS dont les dirigeants utilisent leur soutien populaire pour défendre une politique bourgeoise. Bien sûr une autre partie, sans doute plus radicale, plus combative, accorde sa confiance au PC. Mais le PC n'a rien d'autre à lui proposer que de confier son sort à une fraction du MFA, c'est-à-dire à des représentants de l'ordre bourgeois.

Cependant, au-delà de ces divergences tous les travailleurs ont des aspirations communes. Ils ont des intérêts communs à défendre et il est indispensable qu'ils poussent leurs organisations à unifier les luttes pour ces intérêts communs.

Seule une telle politique pourra rassembler toute la classe ouvrière, l'unifiant dans la volonté de construire et d'opposer à la bourgeoisie ses propres organes de pouvoir.

LA SEULE CLASSE REVOLUTIONNAIRE, LA CLASSE OUVRIERE

Toutes les organisations nationalistes des pays du tiers-monde, dont les organisations antillaises, n'ont cessé d'affirmer l'incapacité à lutter des classes ouvrières d'Europe ou des Etats-Unis.

Le puissant mouvement ouvrier au Portugal vient leur apporter un cinglant démenti. En

effet, au cœur même du monde impérialiste, les ouvriers portugais interviennent sur la scène politique et le degré de leur combativité est chaque jour plus grand.

De telles luttes viennent apporter, s'il en était besoin, une preuve de la validité des idées communistes.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZAZOR
Adresser
toute correspondance à :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 60
93300 AUBERVILLIERS
Impression
Graphie-Press
Epiney-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 Le Source